

Cote du document: EB 2021/132/R.7
Point de l'ordre du jour: 6 a)
Date: 20 avril 2021
Distribution: Publique
Original: Anglais

F



Investir dans les populations rurales

Résumé des propositions de projets et de programmes examinées par le Conseil d'administration à la consultation tenue le 14 avril 2021

Note à l'intention des représentants au Conseil d'administration

Responsables:

Questions techniques:

Donal Brown

Vice-Président adjoint
Département de la gestion des
programmes
téléphone: +39 06 5459 2448
courriel: d.brown@ifad.org

Edward Heinemann

Conseiller principal en matière de
politiques et de techniques auprès du
Vice-Président adjoint
téléphone: +39 06 5459 2398
courriel: e.heinemann@ifad.org

Tim Balint

Conseiller technique principal
auprès du Vice-Président adjoint
téléphone: +39 06 5459 2790
courriel: t.balint@ifad.org

Transmission des documents:

Deirdre Mc Grenra

Cheffe
Gouvernance institutionnelle
et relations avec les États membres
téléphone: +39 06 5459 2374
courriel: gb@ifad.org

Conseil d'administration — Cent trente-deuxième session
Rome, 19-21 avril 2021

Pour: **Information**

I. Introduction

1. Le 14 avril 2021, le Conseil d'administration a tenu une consultation sur les propositions de projets et de programmes qu'il est prévu de lui soumettre à sa cent trente-deuxième session. Deux nouvelles propositions de projets d'investissement, en Inde et au Soudan du Sud, ont été discutées. Le présent document récapitule les débats des représentants au Conseil d'administration.
2. Les représentants au Conseil d'administration de l'Algérie, de l'Allemagne, de l'Angola, de l'Argentine, de l'Autriche, du Canada, de la Chine, du Costa Rica, de l'Égypte, des États-Unis d'Amérique, de la France, de l'Inde, de l'Irlande, du Japon, du Nigéria, des Pays-Bas, de la République bolivarienne du Venezuela, du Royaume-Uni et de la Suède ont participé à la consultation. Les représentants d'Israël, de la Libye, de la République dominicaine et du Soudan du Sud y ont participé en tant qu'observateurs. La consultation s'est tenue sous la présidence du Vice-Président adjoint responsable du Département de la gestion des programmes, en présence de la Vice-Présidente adjointe responsable du Département de la stratégie et des savoirs, des directeurs des divisions régionales et techniques concernées, du Secrétaire du FIDA et d'autres membres du personnel du FIDA.
3. Le but de cette consultation était de donner aux représentants au Conseil d'administration la possibilité d'examiner les opérations du FIDA de façon approfondie, de manière à disposer de davantage de temps pour débattre de questions stratégiques lors de la prochaine session du Conseil.
4. Le montant total des deux propositions de projet s'élève à 257 millions d'USD, dont 77 millions d'USD de financement du FIDA et 180 millions d'USD de cofinancement – soit un ratio de cofinancement de 1:2,3, dépassant largement l'objectif de 1:1,4 fixé pour FIDA11.
5. Si les deux projets sont très différents, ils ont en commun de se situer dans des contextes marqués par d'importantes difficultés socioéconomiques. L'État de Chhattisgarh affiche l'un des revenus par habitant les plus faibles de l'Inde. La pauvreté et la malnutrition se concentrent dans les zones majoritairement tribales, et une grande partie de l'État est en proie à l'extrémisme de gauche. Le Soudan du Sud est l'un des États les plus fragiles du monde et le plus jeune. Les systèmes de gouvernance, d'application de la loi et de maintien de l'ordre du pays se sont effondrés et les institutions communautaires, qui soutenaient les moyens d'existence de la population, ont été perturbées. Après la signature de l'accord de paix en 2018, de nombreuses personnes déplacées sont rentrées chez elles, dans la zone du projet, mais leurs ressources et l'appui des services publics et privés sont limités. Ces personnes font face en outre à des conflits intercommunautaires localisés, liés à la lutte pour le contrôle des ressources naturelles, aux conditions météorologiques défavorables et aux inondations.
6. La direction du FIDA s'est félicitée d'avoir la possibilité de débattre et de recueillir les contributions et les avis du Conseil d'administration à propos des deux projets. Les représentants se sont réjouis de la possibilité qui leur était donnée de concentrer leur attention sur les projets; ils ont fait bon accueil aux propositions et ont apprécié les exposés présentés et les informations fournies par la direction et le personnel concernant leur contexte.
7. Un certain nombre de thèmes communs aux deux projets sont ressortis des discussions: le cofinancement des projets, dont les approches diffèrent; la gestion des risques et les mesures prises dans le cadre des projets pour faire face aux situations d'urgence; le ciblage des bénéficiaires, et en particulier l'inclusion des femmes vulnérables; les approches adoptées en matière d'adaptation aux changements climatiques; et les approches relatives à la planification des activités des projets fondées sur la participation ou le développement à l'initiative des communautés. Les discussions ont également été l'occasion pour le personnel du

FIDA d'apporter des éclaircissements sur d'autres aspects importants des projets, au sujet desquels le Fonds a bien noté la nécessité de veiller à ce qu'ils soient pris en compte dans l'élaboration des documents de conception.

II. Propositions de projet et de programme

8. Ayant examiné les propositions présentées ci-après, les participants se sont prononcés en faveur de leur approbation par le Conseil d'administration à sa cent trente-deuxième session.

A. Asie et Pacifique

Inde: Projet pour une croissance agricole accélérée et inclusive dans les zones rurales du Chhattisgarh (EB 2021/132/R.24)

9. Ce projet, qui sera appuyé par un prêt du FIDA de 67 millions d'USD et un prêt de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD) de 100 millions d'USD, est le premier en Inde à être cofinancé par le FIDA et la Banque mondiale. L'objectif de développement du projet est d'améliorer les possibilités de revenus et la disponibilité d'aliments nutritifs en faveur des ménages ciblés dans les régions du Chhattisgarh dont la population est majoritairement issue de groupes tribaux. Il a été confirmé que 68% du prêt du FIDA (et la même proportion du prêt de la BIRD) serait axé sur le climat. Aussi le projet contribuera-t-il directement à cet engagement d'intégration des thématiques transversales du FIDA.
10. Les représentants ont salué la conception du projet, et en particulier la collaboration proposée avec la Banque mondiale, l'approche participative adoptée et l'accent mis sur l'adaptation aux changements climatiques. Des questions ont été posées sur le partenariat entre le FIDA et la Banque mondiale: il a été précisé que les deux institutions assureraient un financement conjoint pari passu, que le FIDA passerait un contrat avec la Banque mondiale en tant qu'institution coopérante et que le projet serait donc exécuté conformément aux procédures de celle-ci. La contribution du FIDA à la conception du projet s'appuyait sur sa longue expérience dans les zones tribales et se traduisait par la prise en compte des thématiques transversales du Fonds. Le FIDA participerait activement aux missions conjointes de supervision du projet, dans le cadre desquelles il veillerait à ce que l'accent soit mis sur les questions intéressant particulièrement le Fonds.
11. La direction a également fourni des précisions sur d'autres questions soulevées. Elle a expliqué le rôle du projet, qui était d'aider le groupe cible à identifier les marchés et à y accéder, de renforcer les capacités et de financer les plans de commercialisation et les coûts de démarrage des entreprises, ainsi que de faciliter l'accès des communautés au financement. En Inde, les lois relatives à l'agriculture de 2020 ne devraient pas présenter de risque pour le groupe cible; au contraire, elles devraient ouvrir de nouvelles possibilités de commercialisation pour les producteurs. Sur les questions du ciblage et de l'autonomisation des femmes, la direction a expliqué que douze des quatorze districts du projet étaient fortement peuplés de tribus répertoriées et deux membres de castes répertoriées, et que des activités particulières et différenciées seraient menées en fonction des besoins. L'approche en matière d'autonomisation des femmes viserait à intégrer les plus défavorisées (issues des castes et tribus répertoriées) dans les structures communautaires de base, tout en renforçant leur capacité de jouer un rôle plus actif. Les actions en faveur de l'adaptation aux changements climatiques et de l'atténuation de leurs effets seraient élaborées au niveau local, dans le cadre des plans de développement des villages et selon un programme d'activités prédéfini et approuvé. D'autres précisions ont été apportées sur les points suivants: a) la gestion des risques: le projet proposé, comme tous les nouveaux projets appuyés par le FIDA, comportait une matrice de risques (qui nourrissait également les matrices de risques des programmes régionaux et départementaux), laquelle serait

régulièrement mise à jour et éclairerait les missions de supervision du projet; b) la composante interventions en cas d'urgence, à laquelle des ressources pouvaient être rapidement réaffectées pour financer des activités d'urgence, si nécessaire et en temps utile, au cours de l'exécution du projet.

B. Afrique orientale et australe

Programme pour la résilience des moyens d'existence au Soudan du Sud (EB 2021/132/R.25)

12. Le Programme pour la résilience des moyens d'existence au Soudan du Sud vise à aider les populations rurales locales et les populations déplacées qui reviennent chez elles à se doter de moyens d'existence viables et à renforcer leur résilience grâce à une approche de développement à l'initiative des communautés qui intègre les thématiques transversales de FIDA11 d'une manière tenant compte de la situation de conflit. L'intervention du FIDA concrétisera sa stratégie relative aux fragilités, en comblant le fossé entre l'aide humanitaire et l'aide au développement, et en soutenant la reprise d'une agriculture intelligente face aux changements climatiques et la stabilisation des revenus grâce à des emplois à court terme dans des travaux publics à forte intensité de main-d'œuvre. L'objectif du Programme pour la résilience des moyens d'existence au Soudan du Sud est de contribuer à améliorer les moyens d'existence et à renforcer leur résilience, en donnant aux communautés les moyens de participer aux processus décisionnels qui permettront de rétablir les moyens d'existence agricoles, de renforcer la résilience des ménages et de promouvoir la stabilité.
13. Après une déclaration faite au nom du Gouvernement sud-soudanais par M. John Kanisio, Sous-Secrétaire à la sécurité alimentaire du Ministère de l'agriculture et de la sécurité alimentaire, les représentants ont accueilli avec satisfaction le programme et noté qu'il se déroulerait dans un contexte complexe et difficile.
14. En réponse aux questions posées, il a été expliqué que l'approche de développement à l'initiative des communautés permettrait aux communautés locales, y compris les rapatriés, d'identifier leurs propres priorités de développement, et que le processus facilité renforcerait également la capacité des institutions communautaires et assurerait leur inclusion. C'est cette approche qui serait utilisée pour préciser les particularités du vaste programme d'infrastructures, et ainsi garantir que les infrastructures conçues profiteraient au groupe cible; elle contribuerait également à identifier les activités et les investissements en matière d'adaptation aux changements climatiques à réaliser.
15. Les participants ont souligné l'importance de tirer des enseignements de l'expérience d'autres projets au Soudan du Sud et d'assurer la coordination entre ceux-ci. Il a été confirmé qu'un rôle clé joué par l'équipe de conception du projet dans le pays, dirigée par le Sous-Secrétaire à la sécurité alimentaire, était précisément d'éviter les doubles emplois et d'assurer une coordination et des synergies efficaces. De plus, l'équipe de conception avait eu des discussions approfondies avec les principaux partenaires de développement et assurerait un suivi supplémentaire à la lumière des suggestions des représentants. En outre, dans le cadre de la planification de l'exécution, des profils de comtés seraient élaborés: ils présenteraient un inventaire des infrastructures et des activités dans le comté, faciliteraient la définition des besoins locaux et contribueraient à assurer la coordination des activités. Sur la question précise du renforcement des capacités, il a été expliqué que le FIDA collaborait avec la Banque mondiale, la Banque africaine de développement (BAfD) et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) afin d'appuyer le Ministère de l'agriculture et de la sécurité alimentaire, notamment en vue de créer une unité de gestion de programme dotée de capacités techniques et de gestion à des fins de supervision. En outre, une évaluation des besoins permettrait de déterminer la stratégie globale de développement des capacités au niveau des ménages, des communautés et des

pouvoirs publics. Enfin, il a été expliqué que ce projet était financé en parallèle, plutôt que conjointement, avec la BAfD, principalement parce que le processus de conception de la BAfD était déjà bien avancé lorsque le FIDA avait commencé la conception du projet. Cela étant, une coordination étroite avait été assurée entre les deux institutions aux fins de la conception des deux interventions et d'importantes synergies avaient été réalisées pour faciliter l'accès des bénéficiaires du Programme pour la résilience des moyens d'existence au Soudan du Sud aux centres d'affaires, aux marchés et aux centres de regroupement.

16. Le ciblage géographique du Programme pour la résilience des moyens d'existence au Soudan du Sud tenait compte de la stratégie du Gouvernement, des principaux projets existants, de la stabilité et de l'accessibilité relatives, des couloirs alimentaires, de la vulnérabilité climatique et de la concentration des populations rapatriées. L'accent serait mis sur les États dans lesquels le FIDA peut fournir efficacement un soutien et des services. La sélection des organismes d'exécution s'était faite conformément aux procédures nationales: le Gouvernement avait présélectionné un ensemble d'ONG répondant aux critères d'expertise et d'expérience définis dans le mandat des organismes d'exécution, et les avait encouragées à se regrouper pour combiner leurs expériences. La stratégie de sortie du Programme pour la résilience des moyens d'existence au Soudan du Sud reposait sur l'autonomisation des ménages, des communautés et des instances de gouvernance locale en vue de leur donner les moyens de gérer l'ensemble du processus d'identification, d'exécution, de suivi et de durabilité des investissements en faveur du développement à l'initiative des communautés. L'accès aux marchés locaux et nationaux, appuyé par une infrastructure de marché et des compétences entrepreneuriales développées dans le cadre du projet de la BAfD, renforcerait la viabilité financière globale des interventions.